

## Anthropologie et Sociétés



**M. DEAR, A.J. SCOTT (éds.) : Urbanization and Urban Planning in Capitalist Society, Methuen, Londres et New York, 19981, 619 p., index des auteurs, index des sujets.**

Pierre-André Tremblay

Été 83 (L'anthropologie en liberté)

Volume 7, Number 2, 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006141ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

### ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this review

Tremblay, P.-A. (1983). Review of [M. DEAR, A.J. SCOTT (éds.) : Urbanization and Urban Planning in Capitalist Society, Methuen, Londres et New York, 19981, 619 p., index des auteurs, index des sujets.] *Anthropologie et Sociétés*, 7 (2), 173–175.

en ce qu'il montre quelle est l'idéologie politique et nationaliste qui a inspiré la formulation de la politique officielle de bilinguisme et la discordance entre le niveau des discours politiques et celui des réalisations concrètes. L'auteur invite à redéfinir le bilinguisme d'une manière qui tienne compte de la réalité culturelle et linguistique des Camerounais et à revaloriser le multilinguisme, au niveau de l'enseignement primaire tout au moins.

Un article de Clignet s'interroge sur les facteurs qui influencent le rapport entre scolarité et promotion sociale dans la société camerounaise.

L'article de conclusion de Bebbé Njoh reprend l'ensemble du débat portant sur l'orientation des systèmes d'éducation en Afrique; il souligne la profondeur des différences entre systèmes d'éducation traditionnel et moderne, dans leur rapport au maître et au modèle notamment. L'auteur montre la nécessité de revenir à une conception plus large du processus éducatif et d'inscrire l'enseignement dans d'autres formes d'éducation qui permettraient d'assurer cette formation globale de la personne que laisse actuellement de côté le système scolaire. Il renoue ainsi avec la conception de l'éducation qui avait surgi d'une analyse des systèmes éducatifs traditionnels dans les sociétés camerounaises.

Une bibliographie rassemble des livres, des articles et des thèses et documents portant sur l'éducation en général, le Cameroun et l'éducation camerounaise.

Ellen Corin  
Hôpital Douglas  
Montréal

M. DEAR, A.J. SCOTT (éds.): *Urbanization and Urban Planning in Capitalist Society*, Methuen, Londres et New York, 1981, 619 p., index des auteurs, index des sujets.

Les éditeurs de ce gros livre enseignent tous deux la géographie et la planification urbaine. Les paradigmes dominants dans ces domaines, fondés sur la psychologie behaviorale et l'économie néo-classique, les ont déçus par leur acceptation sans réserve des idéologies bourgeoise et technocratique. Ils décidèrent donc de se tourner vers les thèses radicales proposées par l'analyse marxiste mais, là encore, ce qu'ils y trouvèrent ne les satisfaisait pas. Les travaux classiques de Castells, Lojkine, Harvey, Harloe, etc, pour cruciaux qu'ils furent dans l'établissement des lignes de force de l'analyse marxiste urbaine, étaient trop typiquement des ouvrages de sociologues pour offrir aux praticiens autre chose que des garants théoriques aptes à asseoir leurs positions politiques. Centrés sur une critique, certes efficace, des thèses de la sociologie urbaine traditionnelle, ces travaux s'avéraient incapables de donner au planificateur radical des *outils* aptes à renouveler sa pratique, c'est-à-dire sa profession. Voici donc l'objet de ce livre: présenter le cadre matérialiste-historique de façon telle qu'il puisse être utilisé par des planificateurs intéressés à analyser différemment le phénomène urbain et, de cette façon, à proposer des solutions orientées vers le mieux-être de la majorité de la population. En d'autres termes, les auteurs tiennent à ce que le marxisme de ce livre soit « policy relevant ».

Au stade actuel de la réflexion marxiste, semblable intention dépasse évidemment les capacités d'un couple d'individus. Les éditeurs ont donc demandé l'aide d'un certain nombre de spécialistes (j'en ai compté 21), chacun devant rédiger un chapitre particulier. On y retrouve certains des noms les plus connus en recherche urbaine marxiste aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada. Il y a donc une certaine mouvance dans le détail des analyses, car il y a plusieurs façons d'être marxiste. Cela n'empêche toutefois pas les éditeurs d'estimer que, pris en son ensemble, le livre démontre une cohérence suffisamment notable pour qu'on le considère comme un manuel et non comme une simple collection d'articles. Tout en réservant mon jugement sur cette dernière question, je reprendrai ce point de vue et m'attacherai moins à présenter chaque chapitre que le livre considéré comme un bloc.

Les éditeurs ont regroupé les 22 chapitres en 6 sections formant une succession nécessaire, i.e. chacune, pour être comprise, nécessitant la/les précédente(s). La première ne se compose que d'un seul chapitre écrit par les éditeurs et vise à donner les paramètres généraux des rapports entre urbanisation et M.P.C. tels qu'utilisés dans la suite de ce livre. Ces préoccupations théoriques sont reprises dans la seconde section. Le chapitre deux, par M. Edel, présente les principaux « éléments »

du M.P.C. et cherche à synthétiser les rapports entre formes capitalistes d'accumulation et d'urbanisation. Le troisième chapitre (G. Clark, M. Dear) tente de situer la place et le rôle de l'État dans le M.P.C. et le quatrième (M. Los) présente un surprenant effort de synthèse des thèses marxistes et de l'épistémologie piagétienne afin de situer, de façon critique, les rapports entre la théorie de la planification urbaine et la pratique de cette planification.

Après ces sections d'un très haut degré de généralité, la troisième section s'attache à des considérations encore une fois théoriques, mais appliquées à des objets particuliers. Dans le chapitre 5, D. Harvey revient sur les rapports entre accumulation, lutte des classes et production du cadre bâti et axe ses réflexions sur les transferts, au cours de l'urbanisation américaine, entre lutte dans les lieux de travail et lutte autour de la reproduction de la force de travail. S.T. Roweis et A.J. Scott, dans le chapitre 6, étudient la question foncière conçue comme un noyau où se rencontrent l'État, d'une part, et les firmes privées et les ménages, d'autre part. Dans le chapitre 7, S.T. Roweis reprend et approfondit ce qui, dans le chapitre précédent, touchait à l'État, c'est-à-dire la planification urbaine. Il en ressort que, de même qu'il faut différencier le capitalisme de première époque du capitalisme de mouture plus récente, il faut établir deux époques dans la théorie et la pratique planificatrice. Dans le chapitre 8, qui clôt cette section, M. Harloe analyse les théories de l'École Française de Sociologie Urbaine Marxiste en s'interrogeant sur ses apports et ses manques dans la mise sur pied d'une recherche comparative entre sociétés capitalistes et sociétés socialistes.

La quatrième partie s'intitule « Production marchande et développement urbain ». Il s'agit, en fait, d'étudier le poids spécifique des « agents économiques » dans les particularités de l'urbanisation. D. Massey analyse ainsi le rôle des industries de l'électricité et de l'électronique en Grande-Bretagne (chapitre 9) alors que C. Pickvance explore l'impact des modifications successives des politiques régionales et nationales de support à l'implantation des bureaux. Ces questions sont suffisamment cruciales pour que, dans son chapitre 11, M. Boddy fasse l'hypothèse d'un « secteur de la propriété » comme d'une branche naissante du capital britannique. R.B. Cohen (chapitre 12) s'intéresse aux compagnies multinationales et aux impacts, en Angleterre, de la Nouvelle Division Internationale du Travail qu'elles sont en voie de redéfinir.

Si tout cela concernait plutôt l'articulation (régionale, nationale) des villes entre elles, c'est-à-dire s'attachait à divers aspects du système urbain, la section 5 cherche à indiquer quelques-uns des liens entre l'accumulation et la structure *interne* des villes. Ainsi, dans le chapitre 13, J. Mollenkopf oppose la logique « capitaliste » de l'accumulation à la logique « communautaire », non-économique, opposition à laquelle se retrouve confronté le capital lorsqu'il essaie, par la rénovation urbaine, de conformer la vie quotidienne à ses exigences. Le tout rappelle un peu les thèses de M. Castells sur l'aggravation nécessaire et donc la politisation des enjeux urbains. D. Rose, dans le chapitre 14, reprend ces interrogations et analyse les crises successives vécues par Londres aux divers stades de l'accumulation du capital, thème qui est aussi celui de R.A. Walker lorsque, dans le chapitre 15, il étudie la croissance des banlieues américaines. Les trois chapitres suivants sont de visées plus restreintes : K.R. Cox (chapitre 16) se centre sur les contradictions entre le capital et la nécessité sociale d'espaces de vie collective. J.A. Agnew (chapitre 17) s'interroge sur l'importance idéologique et politique de l'accès à la propriété privée du logement alors que M. Dear, au chapitre 18, considère un cas spécifique de politique socio-spatiale, celle de la reproduction des malades mentaux. En bref, cette cinquième section analyse les contradictions objectives entre communauté et accumulation.

L'optique de la sixième et dernière section est plus directement politique et on ne sera pas surpris de constater qu'elle n'a pas l'homogénéité relative des sections précédentes. Dans le chapitre 19, N.H. Buck fait une intéressante analyse de la pratique d'un conseil municipal dans une ville de la région londonienne au XIX<sup>e</sup> siècle. H. Chorney (chapitre 20), considérant l'histoire de l'urbanisation canadienne, conclut que la forme spécifique qu'elle a prise, loin d'alimenter les conflits politiques, a surtout eu comme conséquence de les bloquer, ou de leur faire prendre une tangente inoffensive pour le capital. I. Szelenyi revient à des questions plus abstraites et, à l'occasion d'une analyse de cas australienne, cherche à formuler un concept de mode de production étatique qui rende compte des modalités actuelles du capitalisme. Enfin, dans le dernier chapitre, J. Hirsch repose à nouveau des interrogations théoriques en s'interrogeant sur la capacité innovatrice des mouvements sociaux urbains.

On mesure facilement l'ampleur du terrain couvert. L'énorme quantité de concepts, de notions, de données, de nuances, et de discussions que ce livre contient permet d'ores et déjà d'estimer qu'il fera partie de toute bibliothèque un tant soit peu complète sur les tendances récentes en analyse urbaine. Pris séparément, chacun des articles se situe dans la catégorie « très bon à excellent » ; qu'on cherche une synthèse théorique ou des informations nouvelles, on sera heureusement inspiré d'aller d'abord consulter ce manuel. Les éditeurs ont eu la bonne idée de résumer chaque article en une

quinzaine de lignes: l'étudiant intéressé pourra donc trouver en début de livre de quoi orienter ses recherches. En fait, si ce n'était de son coût assez élevé, ce livre figurerait bien dans la section « lectures indispensables » d'un cours de sociologie urbaine — mais d'un cours avancé, car il faut être passablement ferré en économie politique marxiste et en sociologie urbaine pour apprécier les nuances des discussions.

Les problèmes ne se présentent pas à ce niveau mais à celui de l'ensemble des chapitres. Un texte doit préciser ses prémisses théoriques et ses choix méthodologiques. Une collection d'articles de la même obédience court donc un risque sérieux de répéter *ad nauseam* les mêmes préoccupations, les mêmes interrogations, les mêmes précautions lexicales. Ce livre n'échappe pas à l'ennui profond que secrète la nième définition de la plus-value ou du rapport entre l'État capitaliste et les classes sociales. Nul doute qu'aux prises avec son crayon, chaque auteur sente le besoin de se rappeler ce qu'il sait mais, du côté du lecteur, l'impression globale est de redondance. À ce problème sérieux, on doit ajouter celui du statut propre d'une théorisation marxiste dans un champ pour lequel elle n'avait pas été pensée. Bien connue des anachorètes universitaires, la tentation est alors grande de confondre l'inflation verbale et la prolixité conceptuelle. En clair: je ne suis pas certain que tous les développements théoriques aient été pesés, comptés et surtout pas divisés. Exemple, tiré d'un des résumés préparés par les éditeurs: « ...la ville et ses problèmes sont l'expression d'un procès historique d'urbanisation informé de façons particulières par les rapports de production et de reproduction de la société capitaliste » (p. XXII, ma traduction). Je ne crois pas que semblable phrase nous avance beaucoup, surtout qu'elle pourrait s'appliquer à tous les articles du livre.

Il faut donc prendre avec un grain de sel l'affirmation des éditeurs selon laquelle ce livre fut pensé comme un tout intégré. Le grain sera d'autant plus gros qu'on remarque un certain nombre d'absences, troublantes dans un ouvrage qui ne veut rien moins que proposer une théorie générale et globale de l'urbanisation. Sauf dans les chapitres 5 et 15, on ne retrouve que des remarques éparses sur la croissance urbaine. Le silence est complet sur la ségrégation spatiale, sur les villes du Tiers-Monde, sur la division sexuelle du travail, sur l'ethnicité, sur l'organisation domestique de la reproduction de la force de travail, sur les transports (ce manque étant particulièrement surprenant dans un livre destiné à des planificateurs). Il est bien évident qu'on ne peut pas tout dire dans un seul livre, mais au vu de l'intention encyclopédique qui présida à la mise sur pied du plan, il aurait valu la peine d'éliminer certaines répétitions pour inclure quelques-uns de ces thèmes. Cela aurait ajouté une nuance innovatrice à un ouvrage qui en manque un peu: après 15 ans de sociologie marxiste, il n'y a rien de bien terrible à proposer un point de vue « matérialiste-historique ». Il aurait été souhaitable que les auteurs démontrent que l'analyse marxiste innove non seulement parce qu'elle se veut radicale, mais aussi parce qu'elle sait voir des pans de la réalité qui restent invisibles aux théories classiques.

C'est bien là que le bât blesse. Ce livre présente des positions théoriques dites nouvelles à propos de problèmes cruciaux, mais anciens. On gardera l'impression d'un manuel sur « comment être progressiste en planification urbaine » sans aller jusqu'au bout de l'interrogation. Le socialisme amènera des modifications dans la pratique planificatrice qui dépasseront de beaucoup le niveau des cadres épistémologiques. Il est, dans ce livre, beaucoup question des rapports entre accumulation et urbanisation. On y traite aussi des relations entre marxisme et théorie de la planification urbaine. Mais on n'y traite pas assez des médiations entre ces deux couples de concepts. Je crois qu'à défaut de s'y attaquer réellement, on ne préparera que des technocrates compétents (?), ouverts à une social-démocratie exsangue. Cela est loin du socialisme. Et du marxisme. C'est un signe de la tristesse de ce temps que de devoir considérer cela comme une amélioration.

Pierre-André Tremblay  
Département d'anthropologie  
Université Laval

---

Institut québécois de recherche sur la culture: *Questions de culture 1: cette culture que l'on appelle savante*, Léméac, Montréal, 1981, 187 p.

Ce cahier est le premier d'une série de dossiers thématiques sur la culture mis en chantier par l'Institut québécois de recherche sur la culture. Il regroupe huit essais autour du thème de la culture savante « tout en fournissant les éléments d'une analyse plus complète des divers secteurs ou aspects de l'histoire intellectuelle et culturelle du Québec » (p. 186).